



Paris, le 10 mai 2023

M. Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Economie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle
et numérique de la France

M. Gabriel ATTAL
Ministre de l'Action et des Comptes publics

Messieurs les Ministres,

Les temps que nous traversons vont laisser des traces profondes et durables.

Sur le front des retraites, il va sans dire que, pour nous, la page n'est pas tournée et le chapitre est tout sauf clos.

Sans préjuger des suites de ce dossier, c'est aussi la notion même de dialogue social qui est aujourd'hui interrogée, à la fois dans son contenu et sa portée.

Ce fameux dialogue, que tout le monde dit appeler de ses vœux, sert-il vraiment à quelque chose pour le Service Public, ses missions et ses agents, ou n'est-il qu'un faire-valoir ou, à la rigueur, une chambre d'enregistrement ?

A notre sens, nous sommes clairement face à un quitte ou double. Et, pour nous, Fédérations des Finances, s'il est un message que nous voulons envoyer très nettement, c'est qu'il doit y avoir, quelle que soit l'issue du conflit, **un avant et un après en termes de dialogue social.**

Ce que nous ne voulons plus :

- des instances où tout est déjà ficelé et où seules des évolutions marginales ou formelles sont envisageables,
- la multiplication de groupes de travail « au kilomètre » ne permettant pas un réel échange, et réduisant un dialogue social soutenu à un nombre élevé de réunions,
- l'engagement de négociations alibis, qui, en dehors de l'affichage politique, ne comporteraient aucune avancée concrète pour les agents.

Ce que nous exigeons :

- des réunions permettant une réelle évolution du dossier, ce qui signifie que les représentants des agents doivent être non seulement écoutés, mais entendus !
- redonner à chaque instance (CSA, Formations Spécialisées, Conseils médicaux...) le rôle qui lui est dévolu.
- chaque négociation engagée doit comporter des progrès réels et manifestes, pour les agents.

Dans l'immédiat, les sujets prioritaires sont :

- le **dossier rémunérations, carrières et promotions**, face aux questions d'inflation et de coût de la vie,
- la **protection sociale complémentaire**, chantier majeur, touchant 129000 actifs et 144000 retraités ,
- la **sécurité des agents** dans l'exercice de leurs missions,
- les **politiques ministérielles de l'action sociale et de la santé / sécurité – conditions de travail**,
- l'élaboration de la convention FIPHFP.

Une première étape doit constituer en une réunion d'agenda et de programmation, tenant compte des priorités indiquées ci-dessus et de nos indisponibilités.

Les fédérations des Finances vous avaient écrit en avril 2021 : « attachées aux débats, il y a urgence à agir pour que le dialogue social ne se résume pas à une simple figure de style vide de sens et de contenu, mais pour qu'il soit vivant et constructif pour les missions exercées à Bercy et les agents qui les accomplissent, dans le respect des droits et garanties des personnels. »

Le constat est amer, rien n'a changé, Nous attendons une réelle rupture avec un engagement politique fort, sur lequel il nous reviendra de nous prononcer.

Nous vous prions, Messieurs les Ministres, l'expression de notre plus parfaite considération.

**LES FEDERATIONS SOLIDAIRES – CGT –
CFDT/CFTC – FO – UNSA / CGC**

Copie à Madame Anne BLONDY- TOURET, secrétaire générale des ministères économiques et financiers.